

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
p.li fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, p.li ouvert : 40 F
1 an, p.li fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 266
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
6 au 19 mai 1978

L'eurocommunisme, cet antimarxisme

Il y a plus de cinquante ans, le stalinisme naissant embaumait la dépouille de Lénine et le canonisait pour cacher tous les tournants, toutes les trahisons, sous le culte officiel d'un nouveau « génie ». Le « léninisme », c'est-à-dire un « léninisme » sur mesure, était inventé.

Pour le stalinisme, le « léninisme », c'était officiellement le « marxisme de notre temps », la « géniale application du marxisme à la révolution dans un pays arriéré ». En réalité, il s'agissait de l'abandon complet des enseignements de Lénine pour justifier la régression de la révolution russe à un horizon purement bourgeois.

On consacra pour cela sous le terme de « léninisme » l'alliance définitive des ouvriers et des paysans. Comme si pour Lénine et tous les véritables marxistes, l'alliance avec la paysannerie n'était pas due au caractère double de la révolution russe et à son aspect antiféodal, et comme si sa prolongation n'était pas une concession, un sacrifice que devait consentir le prolétariat russe, en attendant que vienne à son aide la révolution en Europe et en Amérique, en attendant la recousse de son allié naturel et plus encore, de la moitié de lui-même, le prolétariat des grands pays industriels qui seules pouvaient permettre la transformation socialiste de la société.

On fit parallèlement de la révolution russe une révolution purement populaire, c'est-à-dire où le prolétariat était dissous dans le « peuple », et purement « nationale ». Si Lénine et les véritables marxistes y voyaient le premier pas de la révolution mondiale, c'était pour la mettre au

service de cette même révolution mondiale et pour appeler le prolétariat à suivre l'exemple. Sous couleur de « léninisme », on mit le mouvement communiste international au service d'un Etat qui, prétendant avoir comme par miracle réalisé le « socialisme dans un seul pays », avait cessé de mettre le cap sur le communisme pour se fixer comme tâche finale le développement du plein capitalisme, bref d'un « Etat bourgeois ordinaire » constitué sur la destruction du parti bolchevik, de l'Internationale de Lénine et le massacre de la vieille garde révolutionnaire.

Et si le stalinisme revendiquait toujours, comme Lénine, les armes de la violence, de la dictature et du parti, c'est parce que le stalinisme, en tant que force purement bourgeoise qui avait un rôle à jouer dans le développement encore historiquement révolutionnaire des rapports capitalistes dans l'aire russe et asiatique, même une fois la contre-révolution dirigée contre le prolétariat opérée, avait encore besoin d'elles, parce que ces armes sont indispensables à toute révolution, même bourgeoise.

Sous prétexte de se démarquer des erreurs et des horreurs dont Staline était le porte-drapeau, ses fils et ses petits-fils sont allés encore plus loin que lui dans les reniements du marxisme, dans

Aujourd'hui, les petits-fils de Staline font subir à Lénine le sort qui est promis à toute « icône inoffensive » : ils le jettent au rancart comme cela vient d'être fait avec tant d'aisance au neuvième congrès du parti communiste espagnol.

DANS CE NUMERO :

- Le PC Italien : la rage de servir et de faire servir
- L'agitation dans le PCF
- Les négociations Sonacotra-syndicats
- La manifestation du 1^{er} mai à Paris

une cascade d'épisodes qui ont suivi le XX^e Congrès du PC russe il y a 22 ans.

Pour eux en effet, les armes de la violence, de la dictature et du parti que le stalinisme présentait encore comme valables dans toute révolution, ils les ont fait découler de ce que, formellement fidèles à leurs prédécesseurs, ils appelaient le « léninisme » : ils liaient leur utilisation à ce qu'ils considéraient comme les conditions particulières de la révolution russe, contre Lénine qui présentait leur usage, par exemple dans la **Maladie infantile** comme la leçon universelle d'Octobre.

C'est toujours en continuité formelle avec ce faux « léninisme » que les héritiers des révisionnistes de toutes les épo-

(suite page 2)

La nouvelle victime de l'impérialisme français : Le Tchad

Les récents accords que la France a passés avec la Libye, le Soudan et le Nigéria, pour arriver à un compromis entre le régime fan-touche du général Malloum et le Frolinat (qui mène la guerre depuis douze ans contre l'impérialisme français et qui est « soutenu » par Kadhafi) ont bel et bien échoué.

A quoi bon en effet la promesse d'un « gouvernement d'union nationale » en juin, puisque non seulement le Nord est entièrement acquis aux « rebelles », mais que surtout, dans le Sud aussi se multiplient des signes d'extension de la lutte contre le gouvernement et son véritable patron, l'impérialisme français ?

La situation est en effet favorable à la généralisation de la révolte car une nouvelle campagne cotonnière commence, avec son lot de brimades, de répression et d'exploitation bestiale. Le paysan, en effet, manie la houe ou laboure puis sème, sarcle, traite et enfin récolte sous l'œil du gendarme et sous la menace de l'emprisonnement qui guette les récalcitrants. La culture du coton, alors que l'acheteur et les intermédiaires volent au paysan la moitié du prix officiel déjà si bas qui lui permet seulement de payer l'impôt, la carte du parti et autres taxes, l'oblige de plus à délaisser les cultures vivrières au moment même où la décomposition des vieux liens sociaux ne garantit plus ni les réserves ni l'entretien des puits. Et tout cela pour fournir à la métropole 170.000 tonnes de coton payés en argent français !

Pas étonnant que la révolte soit endémique contre cette culture humiliante et génératrice de misère, comme est permanente la révolte des tribus nomades du Nord qui sont chez elles dans le désert.

On comprend que la jonction des deux révoltes inquiète l'impérialisme français au

(suite page 3)

La manifestation du 1^{er} mai à Paris

Au-delà des aspects superficiels que se complait à faire ressortir la presse, la manifestation du 1^{er} mai à Paris a illustré, à son échelle, l'alignement des forces déterminantes qui agissent dans le mouvement ouvrier, tout en mettant en évidence une série de forces, de tendances, de restes d'un passé et aussi des germes d'un avenir.

(suite page 3)

Des négociations Sonacotra-syndicats à la mise en place de l'APL (1)

Faire face aux nouvelles attaques de la bourgeoisie et de l'opportunisme contre les foyers de travailleurs immigrés

Depuis toujours, dans sa longue lutte contre la classe ouvrière, la bourgeoisie utilise — ensemble ou alternativement — deux armes : la trique et la réforme, la première, pour réprimer les noyaux combattifs et intimider la masse ; la seconde, pour tromper et diviser les ouvriers, isoler les foyers d'agitation, prévenir l'extension du mécontentement, dans la perspective d'imposer de nouveaux sacrifices.

Deux armes tout aussi dangereuses l'une que l'autre, et que la bourgeoisie manie avec d'autant plus de férocité, mais aussi d'intelligence, qu'elle a derrière elle une longue expérience internationale, et qu'elle peut compter sur l'appui du réformisme soi-disant « ouvrier » pour lui fournir ses conseils éclairés et compléter son action en direction des travailleurs.

Rien de plus précieux, en effet, pour la bourgeoisie, que ces « partenaires sociaux » : d'un côté ils s'évertuent à la mettre en garde, au moment opportun, sur les dangers en provenance de la classe ouvrière, et à lui suggérer les manœuvres à mettre en place dans l'intérêt de la paix sociale ; de l'autre, ils font tout ce qu'ils peuvent auprès des ouvriers pour faire passer les résultats de cette franche collaboration avec le patronat et l'Etat pour des « acquis », qu'ils devraient avoir à cœur de revendiquer et de consolider. Mais de même que le réformisme bourgeois n'est que l'autre face de la répression, le réformisme des partis ouvriers-bourgeois et des bureaucraties syndicales qui sont leur courroie de transmission en direction de la classe ouvrière, n'est que l'autre face de la lutte acharnée contre les noyaux ouvriers qui tendent à se placer sur le terrain de la lutte de classe, et contre leurs organisations embryonnaires.

Les manœuvres en cours contre la lutte des foyers de travailleurs immigrés en sont une nouvelle illustration.

*

En décembre 1975, le PCF déposait à l'Assemblée Nationale une proposition de loi

dont le contenu essentiel était de tendre à associer les résidents au maintien de l'ordre dans les foyers par le biais de leur participation aux côtés des « représentants de l'organisme constructeur et du FAS à la gestion démocratique des foyers » (cf. Le Prolétaire n° 243). En janvier 1977, après avoir vainement tenté, pendant deux ans, de saboter la lutte en poussant à des négociations foyer par foyer, la CGT prenait l'initiative d'engager des négociations globales avec la Sonacotra, auxquelles se joignirent bientôt la CFDT et FO. Pendant six mois, alors même que s'abattaient sur les résidents en grève des loyers les saisies-arrêts sur salaire et que 78 arrestations étaient faites dans les foyers sous prétexte d'usage de faux-papiers, les rencontres autour du tapis vert n'ont pas cessé.

A l'issue de ces négociations, menées totalement en dehors des travailleurs en lutte et contre eux, les directions syndicales se sont félicitées d'une « avancée importante sur un certain nombre de points en litige ». Le projet de contrat présenté par la Sonacotra prévoit le « droit au maintien dans les lieux », la reconnaissance de la chambre du résident comme « domicile privé jouissant de l'inviolabilité », reconnaît la liberté de visite, de

réunion, d'opinion, l'exercice des « libertés démocratiques » et celui des « responsabilités des organisations syndicales ouvrières représentatives » ; enfin, la représentativité des comités de résidents et leur association à la gestion des foyers (Rapport présenté à la Conférence Nationale des délégués CGT résidant en foyer Sonacotra, 7 octobre 1977, C.C. n° 248 du 24-10-77).

Formellement, il y a là, en effet, un recul de la Sonacotra, et disons tout de suite que si celle-ci a finalement dû admettre — du moins sur le papier — l'idée d'une révision des règlements intérieurs iniques et l'exercice de certains droits par les résidents, ceci est dû uniquement à la lutte et à la fermeté du noyau de travailleurs qui s'y est forgé : les prétentions de la CGT à s'en arroger le « mérite » ne sont qu'un mensonge cynique de plus. Mais il ne s'agit, précisément, que d'un recul formel.

La plate-forme des résidents Sonacotra réclame, c'est vrai, la reconnaissance d'un certain nombre de « droits », représentant un allègement de la pression étouffante des règlements intérieurs et la reconnaissance, par l'adversaire, d'une liberté de mouvement im-

(suite page 4)

REUNIONS PUBLIQUES

● A STRASBOURG

Vendredi 12 mai à 20 h 30
Maison des Syndicats

Place à la
lutte ouverte !

● A LYON

Vendredi 19 mai, 20 h 30, MAJO,
2, impasse Métral, Villeurbanne,
(Bus n° 7, arrêt Alsace-Zola ou
Métro République).

Organisations syndicales
et lutte prolétarienne

Le P.C. italien : la rage de servir et de faire servir

Cet article a paru comme éditorial d'Il Programma Comunista n° 6.

En 1947, nous écrivions dans un de nos textes de Parti, à propos des discussions alors en cours en Italie sur la Constitution « sociale » dont il fallait doter la République de ce pays « fondée sur le travail » : « La classe ouvrière ne peut considérer comme une conquête l'affirmation que le travailleur entre dans les institutions. Le programme de passage de l'époque capitaliste à l'époque socialiste n'est pas pour les communistes une république dans laquelle les bourgeois admettent les travailleurs, mais une république d'où les travailleurs excluent les bourgeois, avant de les exclure de la société [...]. Ce n'est pas par hasard que les régimes fascistes parlent du travail en long et en large, et que la charte du fascisme s'est appelée Charte du travail. La même démagogie guide la pratique « sociale » des régimes actuels. Quand ils parlent d'exigences sociales nous entendons : exigences bourgeoises de classe » (1).

Depuis, trente et un ans ont passé, et le PCI qui, non content de s'engager alors dans la rédaction des nouvelles Tables de la Loi démocratiques, faisait aussi plier l'échine aux prolétaires pour leur défense, a parcouru tout le chemin qui va, par une nécessité inexorable, de la rage de servir l'ordre établi à celle de tout mettre en œuvre pour que la classe ouvrière, s'étant enfin assuré un poste d'honneur dans les institutions bourgeoises serve cet ordre dans l'allégresse.

Sa « philosophie » n'est plus celle, résignée et sans élan, du vieux réformisme social-démocrate qui, ayant décrété que la révolution est impossible, se plie au libéralisme économique et politique, en enseignant à la classe ouvrière que ce qu'il faut c'est, faute

de mieux, arracher peu à peu un peu d'espace au capital et « piéger » les patrons, fût-ce de façon limitée, en se battant sur leur terrain. Cette philosophie pouvait aller jusqu'à imposer qu'on prenne la direction des « affaires publiques » et, dans des situations de crise — comme cela est prévu dans l'évangile libéral — jusqu'à employer la force et, si nécessaire, la violence contre ceux qui osent troubler la bonne harmonie des rapports entre les classes (et qui peut bien la troubler, sinon le prolétariat ?), mais elle n'impliquait pas nécessairement que l'on éduque les prolétaires à ces suprêmes vertus bourgeoises que sont le « sens de l'Etat » d'une part, le « sens de l'intérêt national » d'autre part.

La philosophie dernier cri du PCI, au contraire, est bien cette philosophie-là : celle de l'activisme réformiste dans tous les secteurs de la vie sociale, de l'enthousiasme dans la discipline et la moralisation sur le plan politique, du stakhanovisme interventionniste et, à la limite, planificateur sur le plan économique. Il ne s'agit plus seulement de renoncer à combattre un mode de production et une société dont l'existence n'est plus remise en cause depuis longtemps. Il s'agit d'appliquer fermement la décision de le maintenir en vie et de le protéger contre toute menace de désagrégation, et ce de la seule manière permise par les lois sévères de l'époque impérialiste : en combinant le maximum de centralisation et le pluralisme des forces et des intérêts qui concourent à faire tourner la roue de l'accumulation, avec l'idée que, sur cette voie, un beau jour le capitalisme se transformera, miraculeusement, en socialisme.

Il ne s'agit plus simplement d'accepter avec résignation un fait désagréable mais inéluctable : il faut, en plus, être heureux de

travailler sous la loi du capital, un capital qu'on aurait au préalable rendu « propre », et ceci dans les périodes de calme ; être heureux de faire des sacrifices dans les périodes de crise.

C'est au nom de cette philosophie-là que le PCI invite les prolétaires à se montrer dignes de leur mission « hégémonique ». En donnant aux « autres forces sociales » l'exemple de l'austérité, de la discipline et de la rigueur — ces vertus durement apprises dans le bain qu'est l'usine —, le prolétariat pourra prendre la tête de l'appareil de production et « sortir le pays de la crise ». C'est au nom de cette philosophie qu'est justifié le compromis historique entre le PCI et la Démocratie chrétienne, elle aussi experte en jeûne et abstinence (pour les autres !).

★

Le secret de l'opportunisme, celui qui lui permet d'être à la fois « conservateur et révolutionnaire » comme dit Berlinguer, ou « révolutionnaire parce que réformiste, réformiste parce que révolutionnaire » comme disait il y a quelque soixante ans son père spirituel, le socialiste italien Bonomi, c'est de présenter la réforme comme une révolution et, grâce à ce tour de passe-passe, de demander aux prolétaires, pour rénover la façade de la société bourgeoise, toute l'abnégation, le sens des sacrifices, l'héroïsme dont ils ont toujours fait preuve spontanément, sans attendre qu'on les leur demande du haut d'une chaire, quand il s'agissait de détruire les bases mêmes de cette société.

Nous écrivions en 1947 : « Quand les esclaves luttent pour s'émanciper, proposaient-ils une république d'esclaves ou une république sans esclaves ? Les ouvriers d'aujourd'hui luttent pour une société sans salariés ».

Il ne s'agissait pas d'une découverte : c'était l'abc du marxisme. Radicalement opposé est le contenu des sermons que déversent sur la tête des ouvriers les Berlinguer, Lama, Napolitano et consorts. Leur société est, par définition, formée de salariés, et donc aussi de ceux qui constituent l'autre pôle de cette société : ces « couches riches et riches », ces « couches privilégiées », ces « grands rentiers » auxquels on ne demande qu'une chose : qu'ils paient eux aussi leur part ».

Ainsi il ne s'agit plus de changer de façon révolutionnaire les bases matérielles de la société fondée sur la marchandise, le travail salarié, le profit : il s'agit d'« introduire une nouvelle moralité [ou encore de nouvelles « habitudes de vie », une nouvelle « mentalité », de nouvelles « valeurs »] dans la vie économique et dans la vie politique » en évitant que « les sacrifices ne soient pas également répartis » au lieu d'être partagés « de façon équitable et en fonction d'une politique de justice, de travail et de rénovation profonde » (discours de Berlinguer à la récente « Conférence ouvrière » de Turin).

Il ne s'agit plus de renverser un mode de production qui est en soi source de « gaspillage et de parasitisme » mais d'éliminer ce gaspillage et ce parasitisme et de laisser en place le mécanisme qui les engendre nécessairement aujourd'hui comme il les engendrera nécessairement demain. Il ne s'agit plus de détruire l'Etat qui protège tout ce système, mais de « le réformer pour arriver à un tour-

(suite page 4)

(1) A bas la République bourgeoise, à bas sa Constitution (en italien), in *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti*, Editions Il Programma comunista, 1973, pp. 49-55.

L'eurocommunisme, cet antimarxisme

(suite de la page 1)

ques, les congressistes du PCE peuvent se permettre de glorifier en Lénine le « génial défricheur » de voies nouvelles et, en même temps, de limiter ses leçons à une époque révolue ; c'est ainsi que, prétendument inspiré par l'« analyse concrète des situations concrètes », Carrillo explique que « dans les conditions des pays démocratiques occidentaux [c'est-à-dire depuis la « victoire sur l'hitlérisme »], nous avons laissé de côté la conception de la prise du pouvoir par la voie de l'insurrection armée » (*Mundo Obrero* du 2-2-78, « Spécial IX^e Congrès »). En fait pour lui, comme pour tout libéral bourgeois, la démocratie permet d'éviter la violence, la guerre entre les classes.

Selon Carrillo, « aujourd'hui, l'arme nucléaire fait que la guerre n'est plus la continuation de la politique par d'autres moyens ». En effet, selon les libéraux bourgeois, les dangers de la guerre entraîneraient la paix ! « Aujourd'hui, la guerre confirmerait cette phrase de Marx et d'Engels selon laquelle la lutte entre les classes se résout par la victoire des armes des uns sur les autres ou par la disparition de ces classes » (souligné par Carrillo).

Pour lui, « non seulement nous ne nous trouvons pas dans une situation où la guerre pour le repartage de colonies et de marchés est à l'ordre du jour [...] mais nous sommes dans une période où les colonies cessent d'être telles » et ceci non seulement « sur le terrain politique » mais aussi « sur le terrain économique » ! Idyllique capitalisme où la paix sociale et la « réconciliation nationale » exigent un renforcement jusqu'ici inconnu du terrorisme d'Etat et où la paix n'est maintenue qu'au prix de l'asservissement toujours plus incroyable non seulement de petites nations — fussent-elles « politiquement libres » — mais aussi des grandes.

Ce n'est donc pas seulement le « léninisme » que l'eurocommunisme jette pardessus bord mais bien tout le marxisme et d'ailleurs ce dernier a été piétiné dès le jour où on a découvert dans un prétendu « léninisme » une adaptation, un enrichissement, du marxisme.

Ce que le marxisme a découvert, comme l'écrivait Marx à Weydemeyer, le 5 mars 1852, ce n'est pas la lutte de classe, c'est : « 1) que l'existence des classes ne concerne que certaines phases du développement de la production, 2) que la lutte de classe conduit nécessairement à la dictature du prolétariat, 3) que cette dictature elle-même n'est qu'une transition vers la suppression de toutes les classes, vers la société sans classes ».

Lénine n'a donc rien innové sur la dictature comme le prétendait Kautsky. Il a seulement précisé : « Qui ne pousse pas la reconnaissance de la lutte de classes

jusqu'à la dictature du prolétariat n'est pas marxiste ».

Lénine inventeur de la nécessité de l'insurrection, alors que déjà Marx et Engels la considéraient comme indispensable non tant dans les pays les plus retardataires, mais précisément dans la France ultra-démocratique où la cristallisation de la machine bourgeoise, administrative, militaire et judiciaire rendait désormais la moindre hypothèse de passage indolore du pouvoir à la classe exploitée absolument inconcevable ?

Inventeur du besoin de l'autorité et des méthodes terroristes, Lénine, alors que déjà Engels tirait cette leçon de la Commune : « Ce fut le manque de centralisation et d'autorité qui a coûté la vie à la Commune de Paris » (Lettre à Terzaghi du 14-1-1872) et que Marx défendait les mesures terroristes de la Commune ?

Inventeur d'une nouvelle conception du Parti comme organe centralisateur et dirigeant de la lutte prolétarienne, de l'insurrection et de la dictature, Lénine, alors que Marx tirait le 25 octobre 1871 cette leçon de la Commune : « Avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont une condition première est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de coordonner les forces ouvrières dans le combat qui les attend » ?

Inventeur des voies nouvelles de la révolution dans un pays arriéré, Lénine, alors que la tactique de la révolution double est déjà décrite dans le *Manifeste* de 1848 pour l'Allemagne où Marx et Engels voient dans la révolution bourgeoise démocratique à venir le prélude de la révolution prolétarienne et communiste en liaison avec le prolétariat français et anglais ?

Lénine et les bolcheviks ont vaincu non pas parce qu'ils auraient innové, non pas parce qu'ils auraient « enrichi » la doctrine, mais parce qu'ils ont mis toutes leurs énergies dans la défense intégrale du marxisme, de son programme, de ses principes, de sa perspective historique et parce qu'ils ont mis toutes les énergies à préparer sur cette base l'instrument indispensable à la victoire, le parti.

Telle est la position qu'a aussi toujours défendu notre parti qui n'a jamais eu besoin du terme de « léninisme » pour caractériser l'immense tâche révolutionnaire des bolcheviks dont Lénine est l'expression et le symbole.

Dialectiquement, ceux qui ont encensé Lénine pour le trahir ne pouvaient qu'en venir à le jeter pardessus bord. C'est pour cela qu'ils prétendent aujourd'hui retourner à Marx mais c'est pour étouffer le véritable marxisme du poids de leurs débris.

L'agitation dans le P.C.F.

Le PCE renonce donc au terme de « léniniste » pour se dire « démocratique », ce qui le définit bien de façon exacte, mais constitue une contradiction flagrante avec l'épithète de « communiste », puisque le communisme est une société sans classes et donc sans Etat, et que la démocratie est une forme de pouvoir, donc d'Etat, et suppose l'existence de classes.

De son côté, le PCF subit les contrecoups de son échec aux élections du 19 mars qui devaient permettre — il l'avait promis depuis des années — d'accomplir un bond sans effort et sans douleur vers une société nouvelle.

La « droite » du PCF, dont nous avons vu un spécimen avec Elleinstein, est aussi représentée par un Frémontier, qui se permet d'écrire à son secrétaire général (voir *Le Monde* du 21-4-78) : « Nous nous sommes trompés sur la « prise de pouvoir ». Abrutis par trois-quarts de siècle de léninisme, nous répétons des schémas usés, dont nous avons pourtant déjà largué les indispensables prémisses. Aujourd'hui, face à la domination de classe de la bourgeoisie, il ne nous reste qu'une stratégie possible : la lente conquête de l'hégémonie, ce qui suppose l'investissement de l'appareil d'Etat — et plus particulièrement de ses appareils idéologiques ».

Mais il y a aussi une « gauche » (sic), qui reproche au XXII^e Congrès de s'être débarrassé « sans discussion » de la dictature du prolétariat. Un des représentants de cette tendance est Althusser, le redoutable défenseur du « léninisme », le terrible théoricien qui fit naguère frémir l'intelligentsia en faisant entrer Lénine — le pauvre ! — à l'Université. Althusser écrit, dans *Le Monde* du 28-4-78 :

« La question qui est ici posée est la question de la fin de l'isolement du parti, ou, pour reprendre notre métaphore, la question de la sortie de la forteresse ».

Un grave danger opportuniste menace ici le parti. Car il y a deux façons de « sortir de la forteresse ». On peut en sortir en restant sur place, en liquidant la tradition révolutionnaire, et en « transformant » le parti, tel qu'il est, dans son repli actuel, en un parti « comme les autres », c'est-à-dire formellement libéral ».

On doit reconnaître que, à part le fait que la « tradition révolutionnaire » a été piétinée depuis belle lurette déjà, cette tendance à se transformer en un vulgaire parti même formellement libéral est bien celle de l'évolution naturelle du PCF, évolution à laquelle Althusser prétend s'opposer en proposant une « autre voie » :

« Mais on peut en sortir tout autrement : en rejetant le repli et en abandonnant la forteresse pour s'engager résolument dans le mouvement des masses, en étendant par la lutte la zone d'influence du parti, et en trouvant dans cette lutte, ouverte sur les masses, les vraies raisons de transformer le parti, en lui donnant la vie qui lui vient des masses ».

Cette voie, au cours de laquelle le parti devra « inventer » ses règles « à partir de la pratique de masse », exige « une théorie qui n'esquive pas les initiatives des masses et les transformations sociales, mais au contraire les affronte, s'en pénètre et s'en nourrit » ; elle exige « une réforme de l'organisation interne du parti » et, arme redoutable entre toutes, « une analyse concrète de la situation de classe »... « en France », s'il vous plaît, qui à défaut de principe permettra de s'y retrouver ; elle exige enfin une « ligne d'union populaire, sans réformisme ni sectarisme, pour la mobilisation active des masses et le libre développement de leurs initiatives », bref le spontanéisme superpopuliste et bien français, qui va par son démocratisme remplir d'aise l'extrême gauche vers laquelle il tend des ponts.

Naturellement, tout comme les éclairés de la voie libérale « retournent à Marx », un Marx dont ils font non seulement le champion des voies parlementaires, pacifiques et nationales mais encore du « socialisme » mercantile et de libre concurrence, Althusser lui aussi « retourne à Marx ». Suprême ironie : il est même le prophète de ce « retour ». Est-ce un hasard si « droite » comme « gauche » convergent totalement sur le mot-clé : la « démocratie au sein du parti » ?

Toute cette agitation, en cherchant à ouvrir les vannes de la spontanéité, de la discussion, de la démocratie ne peut avoir qu'un sens. Dans un parti depuis longtemps pétri de principes bourgeois, de praxis bourgeoise et d'idéologie bourgeoise, les militants ne peuvent être fatigués que d'une chose : du retard du parti à se transformer précisément en un parti « comme les autres », quitte à ce que s'en détache une aile « gauchiste » qui cherche à ramener les restes d'une extrême gauche désabusée et désorientée pour la souder plus encore au réformisme et au chauvinisme du courant libéral sans lequel cette aile n'est rien.

El Comunista

SOMMAIRE DU N° 13 (mai 1978)

- ¡ Por un 1° de Mayo proletario !
- Carta de Francia : ¡ Austeridad !
- La huelga de Motor Ibérica
- Ley de relaciones laborales : en la continuidad histórica del fascismo
- Tensión social en Israel
- Necesidad primordial del partido
- El fin de la huelga de la Nervión

★

EL PROGRAMA COMUNISTA

Revista trimestral

Après la farce des élections celle des négociations

Augmentations massives des prix sous le prétexte hypocrite du « retour au libéralisme », nouveau bond des chiffres du chômage malgré tous les truquages statistiques : tels sont, pour les travailleurs, les fruits du « troisième tour social » et de l'« ouverture » dont la presse bourgeoise faisait grand bruit. Et où sont les grandes actions dont les syndicats avaient brandi la menace en cas de victoire de la droite ? Toute l'énergie des bonzes est absorbée dans l'intense ballet des entretiens et consultations dans les salons gouvernementaux : on les « consulte » à tour de bras, et, assuré de leurs intentions « responsables » et pacifiques, on cogne plus tranquillement sur les travailleurs.

Car, comme les éditorialistes bourgeois ne se sont pas gênés pour le dire, il est bon que syndicalistes et patrons s'assent à la même table... même s'il n'y a rien, ou presque, à mettre dans les assiettes. Au menu, dans la lettre de recommandation de Barre le 27 avril : une révision de la législation sur le SMIC fin 78, une amélioration de son niveau en trois paliers « pour laquelle il n'est pas souhaitable [pour les smicards ?] de s'engager dans une programmation rigide » ; d'éventuelles discussions par branches qui permettraient « d'améliorer la situation relative des travailleurs manuels et de leur garantir un déroulement de carrière » [sic !] ; l'« amélioration des mécanismes de placement et de formation, des problèmes des cadres âgés et de toute mesure de nature à favoriser l'emploi » pour tout cadeau aux chômeurs ; et... bonne chance pour les négociations dans le privé CNPF-syndicats...

Le patronat, lui, a précisé le 20 avril la teneur de ses « concessions » : réduction des 90 % (en contre-partie d'allocations dégressives... pour ceux qui retrouveraient un emploi) ; réduction annuelle de la durée du travail, au bon plaisir du patron ; et même, pour quoi pas, les « conseils d'atelier », gadget chéri de la CFDT avant les élections, nouveau venu si révolutionnaire que voilà MM. Barre et Ceyrac qui se penchent avec bienveillance sur son berceau !

Même s'ils font les réserves d'usage sur le contenu de ce maigre potage, les syndicats font chorus avec le gouvernement et le patronat pour célébrer la procédure : Edmond Maire ne confiait-il pas au Monde du 25 avril qu'il avait obtenu quelque chose « qui n'était pas dans le programme de Blois », des... promesses de négociations dans les deux mois qui viennent. « Nous avons déjà fait bouger quelque chose », a-t-il estimé avec satisfaction.

Quant à la CGT, elle invoquait, le lendemain, l'« union et l'action » des travailleurs seules capables de faire aboutir les négociations, comme les chanteurs d'opéra qui répètent « marchons » en restant sur place. Les directions syndicales se font complices de la mascarade du tapis vert : elle vient à point pour relayer la farce électorale, qui a fait long feu, et tenir les travailleurs en haleine au moins jusqu'aux vacances.

La recherche de « bons compromis acceptables pour tous », pour reprendre la formule de la Vie Ouvrière signifie l'installation ouverte et proclamée dans la collaboration de classe : comme s'il pouvait y avoir un bon compromis entre bourgeoisie et prolétariat, sinon sur la base des intérêts de l'entreprise et de l'économie nationale chers à nos bonzes tricolores, qui mèneront tout droit à la revendication des sacrifices « pour tous » et à l'autorestriction des travailleurs déjà directement célébrés par leurs homologues italiens ! A travers toutes ces procédures, commissions, réunions et calendriers se perfectionne toujours plus le réseau des liens entre l'Etat et les syndicats qui tendent à faire de ces organisations des courroies de transmission permanentes des intérêts bourgeois en direction des prolétaires.

Si ces négociations permettent d'« économiser la lutte », selon une autre formule chère aux bonzes, toujours honteux de faire grève, et s'en excusant, cette économie profite à la bourgeoisie, non aux prolétaires. Les prolétaires ont besoin de la lutte pour resserrer leurs rangs, pour tisser entre eux des liens matériels, pour constituer et éprouver la seule force qu'ils puissent opposer à une bourgeoisie armée jusqu'aux dents : celle du nombre et celle de l'unité, mais de l'unité dans la lutte, non dans le silence et la paralysie.

Ceux qui parlent de Grenelle à froid, ou invoquent l'exemple de 1936 se moquent des prolétaires. Ce qui a été arraché en 1936 ou en 1968 ne l'a pas été « grâce aux négociations », mais grâce à un puissant mouvement social. L'apport des négociations entre les bonzes et les patrons sous la présidence de l'Etat à Grenelle comme à Matignon n'a pas été d'aider à matérialiser le rapport de forces, mais de tenter de vider les inévitables concessions économiques accordées de leur portée de classe, de chercher à les assortir d'entraves à la lutte de classe.

A bas la mascarade du tapis vert ! Place à la lutte ouverte face à l'offensive bourgeoise contre les conditions de vie des travailleurs !

La nouvelle victime de l'impérialisme français : Le Tchad

(suite de la page 1)

point qu'il dépêche là-bas troupes et matériel pour conserver sa proie et maintenir les populations sous le joug. Cette jonction inquiète tout le monde puisque ni la Libye ni le Soudan ni le Nigéria ne semblent hostiles — c'est du moins la presse impérialiste française qui le dit — à l'intervention française et que Kadhafi lui-même paraît tenté de calmer le Frolinat qui, à son goût, en fait trop, tout comme au même moment il cherche à calmer les ardeurs du Polisario qu'il invite à une « solution négociée ».

La Mauritanie et le Tchad ne sont encore que des étincelles de l'incendie qui doit embraser demain toute l'Afrique noire soumise à l'impérialisme français, incendie dont Paris a voulu se protéger en intervenant l'année

dernière au Zaïre pour dresser un pare-feu entre l'Afrique australe embrasée et ses domaines réservés.

Giscard a raison lorsqu'il affirme que les événements d'Afrique doivent avoir des répercussions en Europe et particulièrement en France. La déstabilisation de l'Afrique doit en effet entraîner celle de l'Europe.

Vive donc les « rebelles » qui prennent les armes contre « notre » impérialisme !

Le cri des populations tchadiennes opprimées : « impérialisme français, hors du Tchad » fait écho à celui qui monte de Mauritanie, du Sahara, de Djibouti, de l'Afrique opprimée, des TOM-DOM et aujourd'hui du Sud-Liban. Il est temps que le prolétariat d'ici y réponde en passant à la lutte ouverte contre son propre Etat !

Un pays sous la botte

Le Tchad est plus de deux fois grand comme la France avec ses 1.284.000 km², mais sa population s'élève seulement à 4,5 millions d'habitants, soit à peine plus que celle de la Bretagne.

La seule richesse est le coton cultivé dans le Sud et qui représente à lui seul 75 % des exportations. On a découvert du pétrole récemment dans le Sud-Ouest et le Nord doit receler de l'uranium.

Sa situation stratégique est irremplaçable car il est situé entre la Libye, le Niger, le Soudan, le Cameroun et le Centrafrique. Il constitue une véritable plaque tournante du Sahara et permet la liaison entre l'Egypte, la Libye et l'Afrique noire. De plus il protège à l'Est les inestimables ressources en uranium du Niger, frère jumeau du Tchad : qui est aussi aux mains de l'impérialisme français.

Ce malheureux pays en effet a beau être formellement indépendant de la France, il est un exemple parfait de semi-colonie.

Plus du tiers de ses importations viennent de France et la totalité de son coton est destiné à la métropole. Surtout de ses apports financiers bilatéraux, dont le montant cumulé s'élève à 141,5 millions de dollars pour la période de 1971 à 1975 (chiffres OCDE), 75 % viennent de la France. Le pays qui vient immédiatement après est l'Amérique qui contribue pour... 13 millions de dollars, soit 9,2 %, à ces apports.

Il faut ajouter que sur 22 millions de dollars arrivés de France au Tchad en 1975, 21, soit la quasi totalité, consistent en dons, ce qui prouve le degré de dépendance de ce pays : on ne donne qu'à ceux dont on est sûr...

La soi-disant « coopération technique » entre la France et le Tchad mérite d'être analysée : sur 316 millions de francs français alloués à ce titre au Tchad en 1975, 170, soit 53,7 % concernent la « coopération militaire ».

Sur les 5.850 hommes que comptent les armées tchadiennes, on dénombrait en 1975 300 « conseillers » militaires.

La base militaire de N'Djamena ne figurait plus depuis les accords de coopération de 76 — naturellement taillés sur mesure — sur la liste du dispositif impérialiste français en Afrique qui compte officiellement les bases de Djibouti, Dakar, Abidjan et Libreville. Cependant à N'Djamena et à Mongo au Tchad, comme à Atar en Mauritanie, l'impérialisme français prouve qu'il garde en réserve des bases qui seront « réactivées » en cas de besoin. C'est ainsi qu'à la première alerte des parachutistes de la 11^e division, des troupes d'infanterie de marine (ex-coloniales), de la 9^e division et de la légion étrangère ont débarqué au Tchad : en tout plus de 1.000 hommes, sans compter l'appui en matériel à l'armée locale, entièrement encadrée par les fameux « coopérateurs », au point qu'on peut lire dans Le Monde du 22-4-78 qu'« elle est portée à bout de bras par l'assistance française ».

A Ivrea (Italie) : un symptôme qui laisse bien présager de l'avenir

Récemment ont eu lieu des élections pour le remplacement de nos huit camarades qui avaient été exclus du syndicat de la métallurgie à cause de leur prise de position sur l'affaire Baader (voir Le Proletaire n°s 258 et 265).

Le résultat du vote a été le suivant : 4 camarades réélus sur 8. Sur la base de ce résultat et des voix obtenues par les camarades qui n'ont pas été réélus on peut dire que la manœuvre des bonzes qui voulaient couper nos camarades des travailleurs a été un échec.

En effet, de nombreux travailleurs ne se sont pas laissés abuser par l'intense campagne de dénigrement que les bonzes ont menée contre nous. En refusant de prêter l'oreille aux manœuvres de couloir et de recourir aux petits moyens tactiques minables qu'on leur suggérait pour écarter nos camarades, ils ont dit non à la ligne officielle des syndicats et de leurs représentants et se sont rangés aux côtés de nos camarades auxquels ils ont renouvelé leur confiance.

Dans un communiqué sur cette question la FLM (Fédération des Travailleurs de la Métallurgie) a déclaré que « cette attitude n'est pas cependant le signe d'une adhésion à la ligne politique exprimée par ces camarades », mais plutôt « le fruit d'une défense jalouse de l'autonomie du groupe (*) selon laquelle la démocratie dans le syndicat consisterait à reconnaître et à accepter le résultat du vote du groupe homogène quel qu'il soit ». Mais les bonzes ne disent-ils pas toujours que « la volonté du groupe » est sacrée et inviolable ? Oui, certes, dit le communiqué syndical, « c'est un point de vue qui est juste », mais il précise aussitôt que cela ne vaut que si « le choix que le groupe homogène fait n'entre pas en conflit avec les principes sur lesquels le syndicat [...] fonde son patrimoine historique, sa politique unitaire et son action quotidienne ».

Enfin un peu de clarté ! Après tant de mensonges sur le respect de la « volonté de la base », voilà la vérité. Nous disons : « Ou bien on est avec vous et avec les patrons pour faire une politique de collaboration de classe, ou bien on est contre vous, aux côtés des prolétaires combattifs et des communistes révolutionnaires pour une politique classiste ».

Pour le reste nous reconnaissons bien sûr que tous les travailleurs qui ont voté pour nos camarades ne partagent pas nos positions politiques. Nous avons toujours demandé aux travailleurs de nous faire confiance non pas sur la base de notre ligne politique mais en considération de notre attitude de défense constante des intérêts immédiats de la classe ouvrière. C'est cela que nous avons toujours demandé aux travailleurs et rien d'autre. Et si, en plus de leur méfiance à l'égard des directions syndicales, ont influé aussi nos positions politiques pour les amener à voter pour nos camarades, nous ne pouvons que nous en féliciter et nous disons avec Marx : « Bien creusé, vieille taupe ! ».

Mais le communiqué syndical contient une autre falsification. Il y est dit que nos camarades et avec eux « quelques travailleurs » auraient demandé au syndicat de ne pas

s'occuper de politique. C'est évidemment faux. Ce que nous avons toujours dit c'est qu'un syndicat ne peut pas être apolitique : ou bien il est influencé par les intérêts du capital, et alors il mène une politique de collaboration et de soumission aux patrons et à l'Etat, ou bien il se consacre au but pour lequel il est né historiquement, et alors il mène une politique de classe au service des intérêts du prolétariat.

Nos camarades réélus n'ont pas été reconnus comme délégués par le syndicat : cela montre le mépris des bonzes pour les travailleurs et leur complicité totale avec la bourgeoisie dans la défense de l'économie capitaliste, de l'Etat et des institutions démocratiques.

Mais cette réélection montre que la classe ouvrière sera inévitablement amenée non seulement à tourner le dos à l'opportunisme mais à s'organiser en dehors de sa tutelle paralysante et catastrophique pour opposer toute sa force à l'attaque convergente du capital et de ses laquais. C'est là un signe dont nous ne pouvons que nous féliciter.

Aux travailleurs qui les ont réélus, nos camarades ont demandé que la riposte donnée à l'opportunisme ne se limite pas à les avoir réélus mais qu'elle se traduise par une collaboration active avec eux afin qu'ils arrivent à remplir leur rôle de délégués même sans la couverture officielle du syndicat. Il faut que tous les travailleurs s'organisent dans un front de classe pour s'opposer à l'aggravation de leurs conditions de vie et de travail et reprendre le chemin de la lutte de classe ouverte contre le front uni bourgeoisie-opportunisme en redonnant naissance à des organisations de classe qui mettent au centre de leur lutte la défense intransigeante des intérêts de toute la classe, et d'elle seule !

C'est en faisant ce bilan que notre groupe syndical a rédigé un tract qui a été diffusé dans tous les établissements Olivetti d'Ivrea.

(*) Les ouvriers sont organisés en « groupes homogènes de travail » qui sont une forme moderne et dérivée des ateliers.

1^{er} mai 1978

(suite de la page 1)

On a pu noter la très faible participation non seulement des syndiqués, mais même des appareils syndicaux, en même temps que la collusion ouverte du service d'ordre de la CGT avec la police dans les tâches de répression, et aussi de désorganisation du cortège (collaboration physique avec les CRS contre les « autonomes » ; dissolution quasiment instantanée du cortège cégétiste, aussi bien devant que derrière les travailleurs immigrés) : résultat logique de l'alignement toujours plus actif des directions syndicales sur la bourgeoisie et de leur accord tacite avec elle pour enterrer dans les faits, avec les partis de gauche, les mesures antiprolétaires d'austérité que le gouvernement a pu prendre tranquillement juste avant le 1^{er} mai.

La crise du gauchisme, ainsi que la parabole du mouvement d'après mai 1968, était bien illustrée à la fois par la déliquescence des mouvements de « marginaux » et par la très faible présence militante des organisations de l'« extrême gauche », qui ont fait du suivisme envers l'opportunisme et de « l'unité ouvrière » avec ce dernier un principe constant de leur politique.

Sur tout le cortège, ressortait la présence des groupes anti-impérialistes et de travailleurs immigrés, notamment tunisiens. Mais surtout, la lutte prolétarienne était représentée par le carré compact des résidents des foyers de travailleurs immigrés, scandant avec force et cohésion leurs mots d'ordre non seulement contre la Sonacotra, mais aussi contre les attentats racistes et les mesures anti-ouvrières de Stoléro, et qui, malgré leur isolement, ont su montrer le chemin vers le retour au sens de la défense collective et de la solidarité dans la lutte de tous les prolétaires, par delà les barrières de nationalité. Sur cette partie du cortège qui recueillait sur son passage des signes manifestes de sympathie et d'encouragement, la presse bourgeoise unanime fait le silence, et celle d'extrême gauche la noie dans la masse des renseignements « journalistiques ». C'est pourtant là que se montraient les signes les plus vivaces des efforts du prolétariat pour retrouver le chemin de la lutte de classe.

Nous saluons la parution du premier numéro du journal édité par nos sections allemandes, Proletarier, à l'occasion du 1^{er} mai. Il s'agit d'un numéro d'essai. Le journal sera publié régulièrement après l'été.

AU SOMMAIRE DU N° 1 DE

Proletarier

- Der einzige Ausweg: Zurück auf den Boden des proletarischen Klassenkampfes!
- Die Bedeutung des 1. Mai für die Internationale Arbeiterklasse
- Offene Karten in einer bürgerlichen Herrenrunde über die Arbeitslosigkeit
- Zur Frage der Betriebsräte: Wahlformel oder Kampfvorbereitung
- Programm der IKP.

Le P.C. italien : la rage de servir et de faire servir

(suite de la page 2)

nant dans les orientations et les méthodes de direction de la politique économique et sociale, pour remédier au désordre et au gâchis accumulés dans le passé dans les secteurs les plus divers» (discours de Napolitano à la « Conférence ouvrière » de Naples).

Dans cette perspective... révolutionnaire, la classe ouvrière, consciente du fait qu'elle est et qu'elle restera salariée, ne doit ni ne peut « se désintéresser des coûts de production et des bénéfices [autrement dit du taux de profit] et de la productivité », de même que, prenant acte de la « faiblesse des ressources disponibles et de la complexité et de la dureté du contexte international que l'Italie ne peut fuir », cette même classe ouvrière ne peut pas ne pas accepter un « transfert radical des ressources vers les investissements, la limitation des charges de Sécurité sociale, pour pouvoir augmenter le taux d'accumulation [...], rénover l'appareil de production, accroître la productivité et la compétitivité ». Bref, elle doit, pour faire la preuve de ses capacités de « direction intellectuelle et morale », « faire passer les intérêts généraux de la Nation avant chaque intérêt particulier, et ancrer en eux sa vision rénovatrice, sa tradition révolutionnaire ». Ce qui est une autre façon de dire : *Proletaires, il n'y a pour vous qu'une planche de salut : c'est le règne, par excellence national, du capital!*

Mais ce n'est pas tout. Aux sermons et aux élan de philosophie morale de Berlinguer et aux envolées de comptabilité d'entreprise, nationale et capitaliste à la Napolitano

s'ajoutent les ordres, durs et inflexibles que se charge de lancer le secrétaire général de la CGIL (et qui d'autre que lui pourrait mieux le faire?). Premier oukase : « La politique de la rigidité sans limites empêche toute prévision économique, contribue à la désagrégation sociale et renforce les ennemis du changement ». C'est pourquoi, explique Lama, « nous avons choisi la mobilité » (2) que vous, prolétaires, vous devez accepter. Second oukase : « S'il est vrai que l'accumulation capitaliste ne se transforme pas spontanément, automatiquement, en investissements, il est tout aussi vrai que sans ressources financières il n'y a pas d'investissement ». C'est pourquoi, ajoute le même Lama, « nous avons décidé une politique de modération, de freinage des salaires et d'échelonnement des augmentations » que vous, prolétaires, vous devez accepter. Laissez-vous déplacer à volonté d'une entreprise à l'autre, serrez-vous la ceinture, favorisez les investissements, trimez si vous êtes au boulot, fermez les yeux sur le chômage si vous êtes licencié! Vous refusez? Alors vous perdrez « les titres moraux et politiques pour aspirer à la fonction de direction de la société italienne ». Vous croyez peut-être être des « révolutionnaires »; certes vous n'êtes pas, comme il faudrait que vous le soyez pour être des révolutionnaires authentiques, des conservateurs!

Ainsi l'austérité devient un principe, les sacrifices un devoir, le travail en général, et sous quelque forme que ce soit, un impératif catégorique. Vive l'accumulation, vive les investissements, vive la productivité, ces synonymes d'emploi! Admettre tout cela per-

mettrait à la classe ouvrière d'obtenir la clé du pouvoir, un pouvoir qu'on lui accorderait « dans l'usine et hors de l'usine »!

A cette philosophie de futurs managers et de garde-chiourmes actuels du prolétariat dans l'entreprise et dans le pays; à cette religion du travail obligatoire annonçant le paradis de la « société nouvelle »; à cette mystique de la soumission aux nécessités et aux lois de l'ordre établi, nous, nous opposons une perspective exactement inverse, la seule que l'on puisse dire socialiste et qui suppose la prise révolutionnaire du pouvoir et la dictature du prolétariat, non la démocratie et ses réformes : « La lutte prolétarienne, disons-nous encore en 47, ne tend pas à exalter mais à diminuer la dépense de travail, et elle se base sur les énormes ressources de la technique moderne pour avancer vers une société sans efforts de travail imposés, dans laquelle l'activité de chacun se fera au même titre que n'importe quelle autre activité, en abattant progressivement la barrière entre actes de production et de consommation, de fatigue et de plaisir. [...]

Il faut en finir avec ce monde de travaux forcés, où on pousse les masses avec des méthodes analogues à celles qu'on appliquait jadis aux esclaves, pour ne pas dire au bétail de labour ou destiné à l'abattoir. Mais ce bétail au moins on ne l'obligeait pas, de par la Constitution, à se croire sacré et inviolable, ni capable de ressusciter après avoir été mangé! ».

(2) Il s'agit de la « mobilité de la main-d'œuvre », sacro-saint principe selon lequel les prolétaires devraient se trouver à tout moment là où le capital a besoin d'eux.

programme communiste

N° 76 (mars 78)

- Sur la voie du parti « compact et puissant » de demain.
- L'Afrique, proie des impérialismes : — Introduction : la trajectoire tourmentée de l'Afrique. — La lutte pour les marchés africains
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale : De la crise de 1923-1924 à celle de 1925-1926.
- Fastes de la domination impérialiste. Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie? — Terrorisme d'Etat et « droits de l'homme » en Irlande du Nord.
- Notes de lecture. Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain. — Les contorsionnistes du PCF Circus.

Souscription permanente

LISTE N° 3

Lyon, 96; Bordeaux, 205,20; Réunion publique Bordeaux, 36,50; Valence, 52; Grenoble, 202,70; Paris, 1.143,50; Rouen, 625; Cechino, 60; Barbière, 20; Villejuif, 380; un groupe de sympathisants, 100; Local Paris, 168; Réunion publique Paris, 330.

Total liste n° 3 : 3.382,40

Total précédent : 7.136,00

Total général : 10.518,40

Faire face aux nouvelles attaques de la bourgeoisie

(suite de la page 1)

posé par la lutte. Mais, comme tous les droits, les libertés syndicales, personnelles, politiques, etc., dans les foyers ou à l'extérieur, ne peuvent avoir de sens que sur la base d'un rapport de forces. Dans les foyers en grève, les travailleurs ont réussi à les imposer (dans une certaine mesure), dans les faits et par la force — celle de la lutte collective —, alors même que sur le papier les règlements intérieurs n'ont pas été modifiés. De son côté, la bourgeoisie continue à exercer dans les faits et par la force, le droit de les piétiner : incursions des gérants dans les chambres, organisation de commandos de choc contre les résidents, attentats racistes impunis, etc. Le seul moyen de défendre des droits reconnus, même formellement, ne serait pas différent de celui nécessaire pour les arracher : la lutte, la pression et l'organisation collectives des travailleurs. Par contre des règlements intérieurs « démocratiques », alors même que la lutte, comme

s'évertue à le faire la CGT, aurait été brisée, n'aurait pas plus de valeur que des chiffres de papier.

Pour juger de la valeur des « concessions » de la Sonacotra — et du rôle des organisations réformistes — sur la question des droits, il suffit d'ailleurs de constater que le projet de protocole ne touche pas un mot de la question des gérants racistes, ces professionnels de la répression coloniale reconvertis dans la répression anti-ouvrière, qui font « respecter l'ordre » dans les foyers en se pavanant avec des revolvers et en faisant à tout bout de champ appel à la police. La CGT a toujours combattu la revendication — essentielle — du renvoi des gérants racistes, sous prétexte que ceux-ci seraient des « travailleurs syndiqués » comme les autres (il en va de même, on le sait, des flics et autres mercenaires). Belle « liberté », que celle que seraient chargés de protéger de pareils nerfs!

Il n'y a pas moins de tromperie dans la prétendue reconnaissance par la Sonacotra de la « représentativité des comités de résidents ». Lorsque les résidents en grève réclament la reconnaissance de leurs comités élus et du Comité de coordination qui les regroupe, ils revendiquent d'être représentés, dans la défense de leurs revendications vis-à-vis de la Sonacotra, de l'Etat, de la direction des foyers, et contre eux, par des organes nés de la lutte, par des délégués qui ont montré dans les faits leur résolution dans sa défense. Quand la Sonacotra reconnaît face aux syndicats le droit à l'existence de comités qui pourraient « participer » (avec qui?) « à l'amélioration des conditions de la vie » dans les foyers, présenter « les réclamations individuelles et collectives des résidents » et gérer le budget de « l'animation culturelle »... « avec le directeur », elle se place évidemment dans une tout autre perspective : celle de l'usure de la lutte, de son enlèvement dans les marécages de la collaboration et du réformisme.

La CGT a montré les services qu'elle pouvait rendre dans ce sens lorsqu'elle a tenté, d'abord, de s'infiltrer dans les comités élus, profitant au début de leur inexpérience pour s'efforcer d'émousser leur combativité, de les détacher de la plate-forme commune et de la Coordination chargée de la défendre, de les pousser à des négociations séparées; ensuite, de susciter des comités parallèles, spécialement dans les foyers non encore touchés par la grève, et toujours dans le même but de division et de pourrissement.

A ce propos, un fait est d'ailleurs significatif : le projet de la Sonacotra ignore superbement le Comité de coordination existant — contre lequel l'Etat agit de nouvelles mesures de répression et auquel la CGT et le PCF, notamment, ont toujours réservé leurs attaques et leurs calomnies haineuses —, mais évoque par contre la possibilité de la « création, au niveau régional, d'une structure représentative de comités des résidents », autrement dit de... comités de coordination régionaux, créés de toutes pièces, comme antidote à la centralisation de la lutte sur un terrain de classe.

Activement sollicitée par ses conseillers

réformistes, la bourgeoisie peut bien aller jusqu'à admettre des comités élus d'ouvriers, et même des coordinations. Sa longue expérience des rapports avec les organisations syndicales, son expérience des organismes paritaires (comités d'entreprise et autres) l'ont d'ailleurs suffisamment instruite. Ici encore le problème n'est pas de forme, mais de force, de contenu. Le Comité de coordination des foyers Sonacotra s'est placé sur le terrain de la lutte de classe : c'est ce terrain qu'il s'agit de défendre et de consolider. La Sonacotra et les syndicats, eux, visent à mettre en place des structures de collaboration de classe. Là est précisément la manœuvre.

Mensonge et tentative de récupération sur toute la ligne : voilà donc toute la consistance des propositions faites le 20 juin 77 par la Sonacotra et saluées par ses interlocuteurs syndicaux comme une « avancée importante ». En contrepartie les représentants de l'humanité société leur annonçaient toutefois le même jour « que les résidents allaient subir à partir du 1^{er} juillet 1977, une augmentation des loyers de 6,5 % ». Et que croit-on que répondirent les honorables dirigeants des « organisations ouvrières représentatives » qui leur faisaient face? Ont-ils soufflé mot, par hasard, de l'exigence de toujours des résidents : diminution de 100 F et blocage des loyers? Il n'était évidemment pas question pour eux de soutenir une pareille revendication, pourtant nullement exorbitante (la Sonacotra perçoit en moyenne 300 F pour une cellule de 6,5 m²...), mais qui a le tort essentiel à leurs yeux de s'opposer frontalement aux exigences de vampire de la société gestionnaire, et d'être une revendication unificatrice. Les bureaucrates syndicaux ont tout simplement continué à jouer leur rôle scléroté, le seul que puissent jouer des gens qui ont remplacé pour toujours la lutte entre les classes par la voie mensongère de la conciliation des intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat : prévoyant que les propositions de la Sonacotra ne suffiraient pas à éteindre une lutte aussi dure, et dans l'immédiat, à faire passer les augmentations des redevances, ils ont quitté la table de négociations en « exigeant » de leurs maîtres... de nouvelles mesures de tromperie de plus grande envergure. Comme le dit le rapport de la CGT d'où nous tirons notre information : « Nous avons exigé pour les résidents le bénéfice [sic] d'une aide au logement modulée en fonction de leurs revenus : allocation logement ou aide personnalisée, leur permettant de faire face à l'évolution des redevances » (p. 20). Quelques jours plus tard, la Sonacotra communiquait à ses fidèles conseillers syndicaux qu'un arrêté ministériel en date du 13 juillet 1977, prévoyait désormais l'extension de « l'aide personnalisée au logement » aux foyers de travailleurs immigrés : curieuse coïncidence, non? C'est cette réforme, créée par la loi du 3 janvier 1978 et qui doit entrer en application dans deux mois, que les directions syndicales s'efforcent maintenant de présenter aux résidents des foyers comme une « victoire », alors qu'il s'agit en fait — comme nous le verrons — d'une nouvelle manœuvre pour les diviser et pour briser la lutte.

(à suivre)

SOMMAIRE DU N° 8 (15 avril 1978) de

il programma comunista

- Primo Maggio rosso, non tricolore
- Ancora sull'ideologia delle BR : Le due tendenze velleitarie dello spontaneismo
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe
- L'oppressione delle donne nella società capitalistica e l'ideologia femminista
- La condizione operaia in Italia secondo le statistiche borghesi
- Israele : il prezzo della grandezza
- Accordo-bidone in Rhodesia
- Sud-Africa : il loro delitto è d'essere disoccupati
- Francia : Convergenza e pluralismo a rinforzo dell'austerità
- « L'ordine dei bonzi » in Valbormida : La lega dei disoccupati sotto i colpi del sindacato
- Olivetti d'Ivrea : Un sintomo che possiamo ben giudicare augurale

Brochures

« Le Proletaire »

- Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (4 F)
 - La grève des nettoyeurs du métro (4 F) (*)
 - Postiers en lutte (5 F)
- Commandes au « Proletaire »

(*) Disponible en français et en arabe.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e mercredi de chaque mois, donc le 10 mai et le 14 juin, à 19 h 30, à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 13 mai et le 27 mai.

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 7 mai et le 4 juin.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 6 mai, le 20 mai et le 3 juin.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 6 mai, le 20 mai et le 3 juin.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 28 mai et le 25 juin.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois, soit le 7 mai et le 4 juin.

● A Lyon : le 1^{er} vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 2 juin et le 7 juillet.

● A Mulhouse : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 6 mai, le 3 juin et le 8 juillet.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 21 mai et le 18 juin.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur deux, de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), Paris-13^e, soit le 10 et le 24 mai, puis le 7 et le 21 juin.

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE :

Editions Programme,

32, rue du Pré-au-Marché

1004 Lausanne

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926